ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

Département de la Haute-Marne - Circonscription de CHAUMONT

Liste du Parti S. F. I. O.

ELECTRICES, ELECTEURS de la circonscription de CHAUMONT

Désigné par les Sections Socialistes de la circonscription, j'ai accepté de me présenter à vos suffrages au nom du Parti Socialiste S.F.I.O.

Nous avons toujours considéré les périodes électorales comme de simples étapes, nous permettant de développer, devant le Peuple, le programme par lequel notre Parti entend mener le Pays à une structure socialiste.

Aujourd'hui, pourtant, nous considérons que la présente consultation prend un caractère exceptionnel de gravité.

Alors que la majorité des membres de notre Parti se sont prononcés pour le « **OUI** » au récent référendum, avec les adhérents de la Section de Chaumont, j'ai été un partisan résolu du « **NON** ».

Qu'on me comprenne bien : il ne s'agissait pas de discuter des termes d'une Constitution, qui sera ce que les hommes en feront, ni même de la personnalité de l'homme qui la proposait au Peuple.

Rappelons que les Lois organiques appelées Constitution de 1875 avaient été acceptées par une Assemblée monarchiste en vue de la Restauration de la Royauté ; or, elles ont permis l'installation définitive de la République. D'autre part, la Constitution la plus démocratique du monde est celle de la Russie : on sait qu'elle permet à la Dictature de durer.

Il appartiendra donc bien aux futurs élus de veiller à maintenir nos institutions dans UNE VOIE DEMOCRATIQUE.

Mais nous ne pouvions admettre que le Gouvernement et le Parlement aient été amenés à abdiquer les pouvoirs, que leur avait confiés le Peuple, sur un coup de force et surtout nous ne pouvions accepter que celui-ci n'ait pas été désavoué dès l'entrée en fonctions du nouveau Gouvernement.

La Constitution nouvelle ayant été adoptée nous nous inclinons, mais nous estimons que le moment est venu de placer auprès d'elle des gardiens, soucieux de poursuivre l'évolution du Pays, en empêchant toutes tentatives d'instauration de régime autoritaire ou de régression sociale.

Le scrutin du 23 novembre revêt donc une importance toute particulière : du choix des hommes appelés à siéger dépend l'orientation qui sera donnée à nos institutions.

Les Socialistes, auxquels on a toujours fait appel aux moments les plus difficiles, mais que la coalition droite et communiste n'a jamais hésité à renverser chaque fois que le danger était passé, sont prêts à prendre leurs responsabilités ; mais ils tiennent à affirmer dès maintenant qu'ils veulent que se poursuive l'amélioration du sort des travailleurs, qu'ils soient de la ville ou des champs.

Les commerçants savent que l'élévation du pouvoir d'achat des masses est la seule source de prospérité des affaires.

Mais ce résultat ne peut être obtenu qu'en augmentant la productivité par une réorganisation de l'investissement, de l'équipement, contrôlée par les Comités d'Entreprises dont les pouvoirs doivent être étendus, et en mettant sur pied un nouveau système de distribution.

Il faut procéder à une refonte du régime de Sécurité Sociale, non pour réduire certaines prestations, mais pour assurer un véritable Service National de la Santé. Tous doivent participer au financement de ce service, mais tous également doivent en bénéficier.

Nous approuvons le discours de Constantine qui, d'ailleurs, ne fait que reprendre les thèses socialistes ; comme le Chef du Gouvernement, nous souhaitons voir tous les enfants d'Algérie recevoir une solide instruction ; **mais nous estimons qu'il faut aussi — et avant tout — penser aux enfants de la métropole** et, pour cela, que des crédits soient mis à la disposition de l'Education Nationale pour que tous les élèves soient reçus dans les écoles et que chaque classe ait son instituteur. L'Ecole Publique, Laïque et Obligatoire ne doit pas rester une simple formule.

L'Agriculture, dont on a pu dire qu'elle était la principale ressource de la France, doit recevoir l'appui des Pouvoirs Publics. La méthode de l'importation pour empêcher une hausse des prix ne peut être qu'un pis aller ; c'est par une augmentation de la production, avec des prix rémunérateurs et un contrôle des marges des intermédiaires, avec au besoin la suppression d'un certain nombre de ceux-ci, que l'on doit obtenir le meilleur résultat.

Rien n'est plus choquant, en effet, que cette différence excessive entre les prix revenant aux producteurs et ceux payés par les consommateurs.

(**Choux-fleurs : 2 fr. le kg. en Bretagne — 60 fr. le kg. à la consommation ! ! !**).

Une véritable politique du logement doit voir le jour : il ne s'agit pas seulement de construire . il faut aussi que les locataires aient des loyers véritablement modérés. Les subventions que l'Etat accorderait pour obtenir ce résultat seraient certainement compensées par la diminution des dépenses d'assistance. Des logements sains, et d'un loyer raisonnable, pour les travailleurs et il y aura moins d'enfants malades.

Tout cela suppose un Etat dont les finances sont prospères.

Or, nous savons que ce n'est pas le cas de notre pays, aujourd'hui.

Pourtant nous pensons que des ressources peuvent être procurées par une refonte du système de la fiscalité. Depuis de nombreuses années, des projets ont été mis à l'étude qui n'ont pas abouti; il est temps que les intérêts particuliers qui s'opposent à cette réforme s'effacent devant l'intérêt général.

Enfin nous déclarons qu'il est nécessaire de mettre fin à l'hémorragie humaine et financière que provoque la guerre d'Algérie.

L'intégration est une hérésie : ce n'est pas parce que l'on a appris aux petits Arabes : « Nos ancêtres s'appelaient les Gaulois » qu'ils sont devenus Français. D'autre part, nous n'avons pas les moyens de financer (mille milliards au moins par an) les dépenses qu'une telle formule entraînerait.

Nous reconnaissons que l'indépendance pure et simple de l'Algérie n'est pas non plus souhaitable, pour le moment du moins ; il serait sans doute criminel de laisser aller à l'aventure un peuple dont nous avons moralement la charge. En tous cas, ce n'est pas seulement avec une organisation qui s'est elle-même désignée comme étant représentative, que l'on peut traiter de cette question.

Il faut faire l'Europe et l'intéresser à cette œuvre : faire l'Euro-MAGREB. Puisque l'on tend à supprimer les frontières, pourquoi en créer de nouvelles ?

Il faut surtout créer dans le monde un climat de paix ; notre pays peut prendre l'initiative d'une entente internationale et, plutôt que de vouloir à tout prix posséder la bombe atomique, il doit clamer devant l'univers sa volonté de faire disparaître tous les engins de mort.

Pour le désarmement général, pour l'amélioration du sort de tous, pour la défense de la République, **votez SOCIALISTE S.F.I.O.**

Gaston COLLÉ

Directeur de l'Hôpital de Chaumont,
Conseiller Municipal,
Candidat du Parti Socialiste S.F.I.O.

Vu le remplaçant éventuel :

Pierre DELAMOTTE

Rotinier — Ancien Maire de Fayl-Billot.

IMP. DE L'EST - CHAUMONT